

CARNET

NOUVEAUX PRÉSIDENTS ÉLUS

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'HON. ROBERT H. MacQUARRIE, m.a.l.

Élu Président de l'Assemblée législative le 13 novembre 1979. Membre de l'Assemblée législative pour la circonscription de Yellowknife Centre.



Le Président MacQuarrie est né le 10 janvier 1935 à Edson, en Alberta; il est marié et a quatre enfants. Il a reçu un Baccalauréat en éducation et, avant son élection, a été instituteur et directeur d'école dans le Grand Nord. Il a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest le 1^{er} octobre 1979.

OTTAWA - SÉNAT DU CANADA

L'HON. JEAN MARCHAND, c.p.

C'est le 3 mars que le Premier ministre a annoncé la nomination de l'hon. Jean Marchand à la Présidence du Sénat pour la 32^e Législature du Canada.



Né en 1918 à Champlain, Québec. Diplômé de la Faculté des Sciences, Université Laval. M. Marchand est détenteur d'un doctorat honorifique, Université de Montréal, en relations industrielles; de l'Université Laval, en sciences sociales; et de l'Université Memorial de Terre-Neuve. En 1947, élu secrétaire général de la CSN, poste qu'il occupa pendant quinze ans pour devenir ensuite président général. Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1965, il a détenu, entre 1965 et 1976, plusieurs portefeuilles, y compris la création de deux ministères: Main-d'oeuvre et Immigration, et Expansion économique. Il démissionna en 1976 du Cabinet Trudeau et de la Chambre des communes pour participer à la campagne électorale provinciale du Québec mais ne fut pas élu. Il fut nommé au Sénat en décembre 1976.

Le Président Marchand remplace le Président Allister Grosart.

PRÉSIDENT DÉSIGNÉ

OTTAWA - CHAMBRE DES COMMUNES

L'HON. JEANNE SAUVÉ, c.p.

C'est le 29 février que le Premier ministre a annoncé la nomination de l'hon. Jeanne Sauvé à la Présidence de la Chambre des communes pour la 32^e Législature.

Madame Sauvé, après son élection officielle et traditionnelle par les députés, remplacera l'hon. James Jerome qui a été Président de 1974 à 1979. (Voir **Nominations**)

AU SÉNAT

L'HON. ALLISTER GROSART

C'est le 9 octobre 1979 que le sénateur Grosart est devenu Président du Sénat; il a assumé les fonctions de la présidence pendant la durée de la 31^e Législature. Le sénateur Grosart est bien connu de tous ceux qui participent aux activités de l'APC, tant au niveau national qu'international, pour sa participation active aux affaires de l'Association.

Le sénateur Grosart est né en 1906 à Dublin, en Irlande. Études: China Island Mission Schools, Chefoo, Chine du Nord, de 1915 à 1923; Université de Toronto, de 1923 à 1927, politique et droit (B.A.); études supérieures en droit international; Fellow du Carnegie en droit international (1928).

Conservateur progressiste, il a été nommé au Sénat en 1962. Ancien président du Comité parlementaire et scientifique; ancien vice-président du Comité des affaires étrangères; ancien président de la section parlementaire canadienne de l'Association du Commonwealth. Leader adjoint de l'Opposition officielle au Sénat; leader adjoint du gouvernement au Sénat (1979). Il a représenté le Canada au sein des Comités des sciences et de la technologie du Conseil de l'Union de l'Europe de l'Ouest, du Conseil de l'Europe et de la Communauté économique européenne. Il a été délégué à de nombreuses conférences internationales. En 1978, le sénateur a épousé en secondes noces Thelma Galbraith.



NOMINATIONS

OTTAWA

L'HONORABLE JAMES JEROME, c.r.

Le 4 janvier 1980, on a annoncé que l'hon. James Jerome, alors Président de la Chambre des communes, avait été nommé Juge en Chef associé de la Cour fédérale du Canada; il a été assermenté le 22 février 1980.



M. le Juge Jerome est né à Kingston en Ontario le 4 mars 1933. Il a épousé en 1958 Mlle Barry Karen Hodgins; ils ont cinq enfants. Il a obtenu en 1958 un Baccalauréat ès Arts à l'Université de Toronto et en 1958 un diplôme d'Osgoode Hall. Il a été conseiller municipal de Sudbury en 1965. Le Juge Jérôme a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en juin 1968 et réélu en 1972 et en 1974. En octobre 1970, il a été nommé au poste de secrétaire parlementaire auprès du Président du Conseil privé, et élu pour la première fois Président de la Chambre des communes en 1974, et réélu en 1979.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'HONORABLE JOSEPH A. DOIRON

Le 4 octobre, l'ancien Premier ministre Clark a annoncé la nomination du docteur Doiron au poste de Lieutenant-gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard. Son mandat a commencé au mois de janvier.



Le Lieutenant-gouverneur Doiron est né à North Rustico. Il est marié et est père de trois enfants. Il a reçu son D.D.S. à l'Université de Montréal et a son cabinet de dentiste depuis 1952. Il a participé très activement aux affaires d'associations dentaires et communautaires.

DÉMISSIONS

NOUVELLE-ÉCOSSE

Peu de temps après le début de la campagne électorale fédérale, M. Gerald Regan a démissionné de son siège à la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Écosse pour se porter candidat aux élections fédérales. Il est maintenant député et ministre du Travail et ministre d'État aux Sports.

OTTAWA

Au cours de la campagne fédérale, l'hon. Robert de Cotret a démissionné de son siège au Sénat pour se porter candidat dans la circonscription de Berthier-Maskinonge (Québec), mais n'a pas obtenu la majorité des votes.

MANITOBA

L'année dernière, M. Andrue J. Anstett a démissionné de ses postes de Greffier adjoint de l'Assemblée législative et de Chef adjoint du Bureau des Élections du Manitoba, qu'il occupait depuis 1973. M. Anstett est né aux Pays-Bas en 1946 et a fait ses études en sciences politiques à l'Université de Waterloo.

DÉMISSIONS ET ÉLECTIONS PARTIELLES

QUÉBEC -

Le 14 novembre dernier, trois circonscriptions québécoises étaient à la recherche d'un député. On se rappellera que la circonscription de Prévost avait été laissée vacante suite au décès de M. Cardinal (P.Q.), celle de Beauce-sud par le départ de M. Fabien Roy (PNP) pour la scène fédérale et celle de Maisonneuve par la démission du ministre Robert Burns (P.Q.). Peu de temps avant l'annonce des partielles par le Premier ministre, un quatrième député le libéral Victor Goldbloom (D'Arcy-McGee) annonçait le 9 octobre sa démission de l'Assemblée nationale. La date de cette élection fut fixée au 26 novembre. Dans les quatre cas, les résultats favorisèrent les 4 candidats du Parti Libéral du Québec. Ces quatre nouveaux députés sont donc:

Beauce-sud:

M. Hermann **Mathieu** (PLQ)

D'Arcy-McGee:

M. Herbert **Marx** (PLQ)

Maisonneuve:

M. Gilles **Lalande** (PLQ)

Prévost:

Mme Solange **Chaput-Rolland** (PLQ)

Par la suite, l'Assemblée nationale devait perdre trois de ses vétérans. Le 19 décembre, M. Maurice Bellemare, député de l'Union Nationale pour Johnson annonce sa démission après plus de 20 ans de carrière parlementaire. Deux jours plus tard, deux de ses collègues U.N., MM. Fernand Grenier et Armand Russel, respectivement députés de Mégantic-Compton et de Brôme-Missisquoi, annonçaient leur démission pour se présenter candidats pour le Parti Conservateur.

Le 3 mars, M. Rodrigue Biron a démissionné de son poste de Chef de l'Union nationale pour siéger en tant que député indépendant. Il est remplacé par le député de Gaspé, M. Michel LeMoignan, qui agira en qualité de Chef intérimaire.

En fin de compte, avec tous ces changements, la composition de l'Assemblée nationale est la suivante:

Parti Québécois:	68
Parti Libéral du Québec:	30
Union Nationale:	5
Démocrate-creditiste:	1
Indépendants:	3
Vacances:	3

SASKATCHEWAN

Une élection partielle a eu lieu le 17 octobre 1979 dans la circonscription de Regina North West pour combler la place laissée vacante par la démission de M. E.C. Whelan (Néo-démocrate). C'est M. John **Solomon**, candidat néo-démocrate, qui a remporté la victoire.

CINQUIÈME COLLOQUE RÉGIONAL CANADIEN

Toronto, du 15 au 19 octobre 1979

Principaux points à l'ordre du jour concernant l'organisation des comités dans le régime parlementaire:

1. Le travail en comité - comment en tirer le plus de profit
2. Les comités de règlement des griefs
3. Les comités parlementaires et l'exécutif
 - Le revers de la médaille
4. Les changements apportés aux comités en Grande-Bretagne
5. Les comités financiers du Congrès des États-Unis
6. La collectivité et les comités
7. Le Parlement et l'argent du contribuable
 - a) Le Rapport Lambert: point de vue d'un homme politique
 - b) Les comptes publics - Faits nouveaux
8. Les comités du Parlement canadien - Réformes possibles
9. Les techniques des comités d'experts
10. Textes réglementaires
 - a) L'examen des textes réglementaires, une nécessité
 - b) Les méthodes d'examen des textes réglementaires

SAINT-VINCENT ET L'ARCHIPEL DES GRENADINES: UN NOUVEL ÉTAT MEMBRE DU COMMONWEALTH DANS LES ANTILLES

L'État de Saint-Vincent et de l'archipel des Grenadines a obtenu son indépendance le 27 octobre 1979 et devenait le même jour, le 42^e État membre du Commonwealth.

Population

La population de Saint-Vincent est évaluée à 110 000 habitants. Elle est dans une large mesure d'ascendance africaine. C'est en 1673 qu'arriva le premier peuplement africain, un groupe d'esclaves naufragés qui finirent par atteindre Saint-Vincent et se mêlèrent aux Caraïbes. Les Français s'implantèrent plus tard sur la côte sous-le-vent, notamment à l'emplacement de la capitale actuelle. En 1848, la pénurie de main-d'oeuvre locale obligea à faire venir de Madère un assez grand nombre de Portugais destinés aux plantations de sucre; une dizaine d'années plus tard, on fit venir des travailleurs des Indes orientales dans le même but.

Géographie: (Capitale: Kingstown)

Saint-Vincent fait partie des Îles sous-le-vent dans le sud-est des Antilles, entre Sainte-Lucie et la Grenade; sa superficie, y compris l'archipel des Grenadines, est de 384 kilomètres carrés. L'île principale, Saint-Vincent, mesure environ 30 kilomètres par 18 kilomètres, ce qui lui donne une superficie de 340 kilomètres carrés, dont plus de 100 kilomètres carrés sont recouverts de forêts. La caractéristique la plus marquante de l'île de Saint-Vincent est la "Soufrière", un volcan qui s'élève à plus de 1 200 mètres au-dessus du niveau de la mer. En réalité, toute l'île est d'origine volcanique. La température moyenne varie de 18 à 32° C. De janvier à mai, l'île subit une période de sécheresse marquée. Vers le mois de mai ou de juin, la pluie commence à tomber pour de bon et ne cesse qu'à la fin de l'année.

Rappel Historique

En 1660, l'Angleterre et la France s'entendirent sur la neutralité de l'île, que Charles II accorda cependant à Lord Willoughby en 1672. Le traité d'Aix-la-Chapelle réaffirma la neutralité de Saint-Vincent, mais les Anglais s'en emparèrent en 1762. Pendant la guerre d'Indépendance des États-Unis, la France, qui avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, prit Saint-Vincent en 1779. L'île fut rendue aux Anglais par le traité de Versailles en 1783.

Le suffrage universel a été accordé aux adultes en 1951; en 1956, les membres élus du Conseil exécutif devinrent majoritaires et des ministres élus furent nommés pour la première fois. Le 27 octobre 1979, l'île de Saint-Vincent est devenue un État associé, doté des pouvoirs nécessaires pour se gouverner.

La Constitution

Le nouvel État antillais de Saint-Vincent et de l'archipel des Grenadines fonctionne maintenant sous le régime de la monarchie constitutionnelle et la Reine Elisabeth II en est le chef. La Reine est représentée par le Gouverneur général, Sir Sidney Douglas Gun-Munro.

Le Gouvernement

Le premier ministre est M. Milton Cato, âgé de 64 ans; il cumule les fonctions de Premier ministre et de ministre des Finances et de l'Information depuis 1974. M. Cato est le chef du Parti travailliste de

Saint-Vincent qui détient dix des treize sièges à la Chambre d'assemblée. Le Parti Politique du Peuple détient deux sièges. L'ancien premier ministre fut élu à titre d'indépendant aux dernières élections, et a formé depuis lors le Nouveau Parti Démocratique.

L'économie

Encouragée depuis 1970 par la Société de développement de Saint-Vincent, l'industrie repose principalement sur la production agricole: l'arrow-root, le copra, les cigarettes, la meunerie, le rhum et les boissons gazeuses. On compte également les industries du meuble et du vêtement. Le tourisme occupe une partie de plus en plus importante de l'économie, principalement dans l'archipel des Grenadines qui offre des conditions idéales de navigation à voile et à moteur.

Certains signes de reprise ont été notés depuis la récession qui a frappé les îles de cette région au milieu des années 1970 et où le taux de chômage est élevé; par conséquent, on prévoit que le pays continuera de dépendre de l'aide au développement que lui assurent la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis. Le Fonds de coopération technique du Commonwealth continuera également de fournir des spécialistes et des enseignants pour répondre aux besoins d'un pays qui en est à ses premières années d'indépendance.

À son accession à l'indépendance, l'état de Saint-Vincent et de l'archipel des Grenadines est devenu le troisième "membre spécial" du Commonwealth. Les deux autres "membres spéciaux" sont les îles de Nauru et Tuvalu (autrefois les îles Ellice dans le Pacifique). Ces "membres spéciaux" ne participent qu'aux rencontres autres que celles des chefs de gouvernement et ont droit à l'aide technique du Commonwealth.

ZIMBABWE-RHODÉSIE

Mission d'observation du Commonwealth et participation canadienne:

Le Secrétaire-général du Commonwealth a annoncé, au tout début de 1980, la constitution d'une mission de onze observateurs du Commonwealth, chargée de faire rapport sur tous les aspects des élections en Rhodésie du Sud. Suite à cette communication, Madame Flora MacDonald, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avait annoncé que M. Gordon Fairweather, président de la Commission canadienne des droits de la personne, serait le principal représentant canadien au sein de la mission d'observation du Commonwealth. M. Fairweather était accompagné de M. J.E. Forrester, autrefois attaché au Bureau du Directeur général des élections à Ottawa; de M. Michael Phillips, Conseiller auprès du Haut-Commissariat canadien à Nairobi; et de Mlle D.C. Jessen, du ministère des Affaires extérieures à Ottawa.

Durant son séjour en Rhodésie du Sud, la mission a publié un rapport provisoire avant les résultats des élections, puis elle s'est réunie à Londres pour rédiger son rapport final.

M. Mugabe est le Premier ministre désigné et la Rhodésie du Sud accédera, sous le nom de **ZIMBABWE**, à l'indépendance que la Grande-Bretagne lui accordera le 17 avril 1980.

LA 25e CONFÉRENCE DES PARLEMENTAIRES DU COMMONWEALTH

Nouvelle-Zélande — Du 26 novembre au 1^{er} décembre 1979

C'est le lundi 26 novembre 1979, à Wellington, en Nouvelle-Zélande, que le Gouverneur général sir Keith Holyoake, le Premier ministre, l'hon. R.D. Muldoon et l'hon J.R. Harrison, président de la Chambre des Représentants, souhaitaient la bienvenue aux cent soixante-trois délégués et observateurs, et trente-deux secrétaires de délégation venus participer à la 25e Conférence de l'Association. Assistaient en outre à la Conférence, des représentants de l'Association internationale des Parlementaires de langue française, du Secrétariat du Commonwealth et de la Société des Greffiers Parlements du Commonwealth.

Au cours de la semaine précédente, le pays-hôte faisait visiter aux délégués, dont soixante-dix environ étaient accompagnés de leur conjoint, répartis en dix groupes, tous les centres d'intérêt d'une extrémité à l'autre des îles nord et sud, tant du point de vue du panorama et des loisirs que de l'industrie et du commerce. Lors du passage des visiteurs dans leur circonscription, les députés locaux se sont joints aux groupes à qui ils ont ainsi pu donner tous les renseignements pertinents sur la région, les activités locales et les points d'intérêt particuliers. À leur retour à Wellington le 25 novembre, les délégués étaient tous d'accord pour dire que les visites n'auraient pu être plus agréables ni l'hospitalité plus généreuse.

Les sessions plénières de la Conférence et l'Assemblée générale ont eu lieu dans une partie des Édifices du Parlement, surnommée la "ruche", probablement autant pour son aspect architectural que pour l'activité qu'elle abrite. Un rapport sommaire des discussions de la Conférence, rédigé par le personnel parlementaire chargé des procès-verbaux à la Chambre des Représentants de la Nouvelle-Zélande et publié par le Secrétariat général de l'Association des Parlementaires du Commonwealth, peut être consulté aux bureaux des Sections de l'APC à Ottawa, dans les Provinces et les Territoires. Le compte rendu in extenso des délibérations est en voie de préparation et sera, lui aussi, disponible aux bureaux des sections de l'APC. Ces rapports ont trait aux délibérations au cours de la période du 26 novembre au 1^{er} décembre pendant laquelle les sujets suivants ont été étudiés et ont fait l'objet de discussions en cours des séances plénières et des groupes d'étude: la crise de l'énergie, Le problème des réfugiés, La sécurité des petits pays du Commonwealth, L'Afrique au sud du Sahara, L'année de l'enfant, La pollution et la protection de l'environnement, Le trafic des stupéfiants, La croissance démographique et l'aide économique aux pays en voie de développement, Le terrorisme international, Le député: ses fonctions et responsabilités; le parlement, l'Exécutif, la Fonction publique; les Droits de la personne et l'autorité du gouvernement en démocratie parlementaire.

MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSOCIATION
(élus lors de la Conférence)

Président - l'honorable Robinson **Nabulyato**,
Président, Zambie

Vice-président - l'honorable M. **Qionibarava**,
Président, Fidji

Trésorier honoraire - M. James **Johnson**,
Royaume-Uni (mandat de 3 ans)

Président du comité exécutif - l'honorable
Ripton **Macpherson** (mandat de 3 ans)

Membre canadien du Bureau - M. Maurice
Foster, successeur de M. Dupras

Délégués canadiens à la Conférence:

FEDÉRAL

M. Maurice **Foster**, député (chef de la délé-
gation)

M. Maurice **Dupras**, député (membre du
Bureau)

L'honorable W.J. **Petten**, sénateur

M. L.G. **Benjamin**, député

M. L.R. **Crouse**, député

M. James **Flemming**, député

M. R.E. **McKinley**, député

M. J.R. **Ellis**, député

M. Bruno **Lecci**, secrétaire, secrétaire adjoint
de la section canadienne, APC

PROVINCES

ALBERTA

M. Andrew **Little**, M.A.L.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'honorable H.W. **Schroeder**, M.A.L., Prési-
dent de l'Assemblée législative

MANITOBA

L'honorable Sterling R. **Lyon**, M.A.L.,
Premier ministre

NOUVEAU-BRUNSWICK

L'honorable R.B. **McCready**, M.A.L., Président
de l'Assemblée législative

M. David L. **Peterson** -- Greffier de l'Assem-
blée législative

TERRE-NEUVE

L'hon. G.R. **Ottenheimer**, M.C.A., Ministre de
la Justice (membre du Bureau)

M. John **Butt**, M.A.L., Vice-Président de la
Chambre d'assemblée

NOUVELLE-ÉCOSSE

L'honorable R.S. **Russell**, M.A.L., Président de
la Chambre d'assemblée

M. Gerald **Regan**, M.A.L. ancien membre du
Bureau

ONTARIO

M. Patrick **Lawlor**, M.P.P.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Mme Leone **Bagnell**, M.A.L.

QUÉBEC

Mme Louise **Cuerrier**, M.A.N.
Vice-présidente de l'Assemblée nationale

SASKATCHEWAN

L'honorable J.E. **Brockelbank**, M.A.L.,
Président de l'Assemblée législative

SECRÉTAIRES

M. Ian M. **Horne**, C.-B.,
Greffier de l'Assemblée législative

M. H.F. **Muggah**, N.-É.,
Greffier de l'Assemblée législative

NOUVEAUX SERVICES OFFERTS PAR LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT À OTTAWA

Pour l'ouverture de la 31^e législature, qui fut de courte durée, la Bibliothèque du Parlement a inauguré deux nouveaux services. Tout d'abord, le **Service de consultation et de référence** a inauguré la publication quotidienne d'une brochure de 25 pages contenant des photocopies d'articles de journal pouvant intéresser les parlementaires; ces articles sont puisés aux grands quotidiens canadiens tant anglais que français. Connue sous le nom de **QUORUM** cette publication est distribuée aux députés et aux sénateurs chaque matin au cours de la session et vise à tenir les parlementaires au courant de l'actualité. Elle peut contenir à la fois des nouvelles et des éditoriaux.

Le **Service de recherche** publie des **BULLETINS D'ACTUALITÉ**. Il s'agit de rapports concis, actualisés et impartiaux sur des sujets importants. Ces rapports, de 12 à 15 pages, ont pour but de tenir les parlementaires au courant des faits nouveaux concernant des questions cruciales d'intérêt national et international.

Ils sont rédigés selon une présentation uniforme comprenant cinq rubriques: état de la question, généralités et analyse, mesures parlementaires, notes chronologiques des événements connexes et bibliographies. Tous les mois, lorsque le Parlement siège, ces bulletins sont mis à jour et on distribue aux parlementaires une nouvelle liste indiquant les bulletins qui ont été révisés. Ces bulletins constituent une banque de données et d'analyses qui augmente ou diminue selon l'abondance des événements et les sujets d'intérêt du Parlement.

Il ne faudrait pas oublier également les récentes publications suivantes du Service de consultation et de référence: (1) **Video**: il s'agit d'enregistrements magnétoscopiques traitant des affaires parlementaires; on peut les projeter à la bibliothèque; (2) **Banques de données et systèmes en ligne**: l'index peut être consulté à la bibliothèque; (3) **Index du Règlement** de la Chambre des communes (Un index du Règlement du Sénat est en voie de rédaction).
